

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 234
VENDREDI 30 JUIN 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONAL E
ANARCHISTE »

EN CORÉE DU NORD

LES COMBATTANTS
DE LA PAIX
sont passés
à l'ACTION...

CRISE MINISTÉRIELLE OU CRISE DE RÉGIME ?

Il ne manque pas d'hommes sentencieux, dans la presse bien-pensante, pour répondre gravement à la question en choisissant l'un des deux termes.

Pour nous, la distinction n'est que dans les apparences. C'est justement parce que le régime est en état de crise permanente que périodiquement se défait et se refait les cabinets. Non que nous négligions les luttes des coteries politiciennes, les jeux personnels, les trafics pré-électoraux. Mais tout cela, c'est l'accessoire. Le fondamental, c'est l'ébranlement profond du système.

Les intérêts électoraux d'ailleurs sont en contradiction avec le vote de défiance qui a renversé le cabinet Bidault.

Les députés préfèrent jouer de dix mois de mandat plutôt que d'affronter un corps électoral énigmatique. Seuls les R.P.F. — encore ne sont-ils peut-être pas bien sincères — veulent une consultation rapide. Les stalinistes, pour l'instant, préfèrent ne pas connaître l'opinion, les autres ne veulent pas d'élections avant la réforme du système électoral.

Mais les partis, condamnés à l'impuissance, voués — telle la S.F.I.O. — à soutenir, sans y participer, un gouvernement dont l'action est la négation de leur programme, en viennent à faire le contraire de ce qu'ils désirent et à voter la défiance... en manifestant leur confiance. Ch. Lussy au nom du groupe S.F.I.O. a, en l'avouant, fait sourire toute l'Assemblée.

C'est qu'on ne soigne pas un mal profond avec des calmants. De temps à autre, la douleur se réveille, c'est la crise, et les politiciens-médicaments se consultent en vain.

On changera de médecin. Rien n'y fera. Aucune formation ne pourra faire autre chose que d'endormir le mal pour quelques semaines.

Que peuvent en effet les programmes immédiats (ne parlons pas des programmes électoraux plongés dans l'oubli depuis 1946) dans la situation présente ? La France, pays où survit le capitalisme traditionnel alors que végètent les essais de capitalisme d'Etat — nationalisations — est incapable, avant longtemps, et même si le pool Schuman voit le jour, d'une production dont le volume et les prix soient au niveau de ceux des U.S.A. ou même de l'Allemagne. L'autarcie est impensable mais une politique économique basée sur les exportations est absurde étant données les possibilités de la production française, pays d'industrie relativement faible, mal outillé. Ces conditions particulières accentuent les contradictions internes du capitalisme et de l'étatisme : le faible niveau économique contraint les gouvernements à limiter très étroitement la circulation monétaire et le crédit. D'où insuffisance de consommation, stockage, freinage de l'économie, difficultés financières devant les revendications des salariés et l'insuffisance des ressources procurées par l'impôt, le tout aggravé encore par un budget militaire démesuré et d'ailleurs inutile même si on se place sur le plan de la « Défense nationale ». Pour comble, l'aidé yankee semble devoir s'amenuiser.

Paul Reynaud eut le courage, en août

1948, de préconiser la quasi-suppression des dépenses militaires : son ministère dura trois jours. Le capitalisme ne peut se prolonger qu'en se modifiant. Mais la bourgeoisie est incapable d'accepter les mesures qui lui paraissent s'imposer. Et si la dissolution du Parlement est évitée, Plevin, Queuille ou autres ne pourront que végéter au milieu du désordre, de la confusion, et des difficultés incessantes d'un régime dans l'impasse.

Il y a aussi la solution d'autorité : en admettant que de nouvelles élections portent à l'Assemblée une majorité R.P.F. et que celle-ci ait vraiment l'intention de mettre fin au chaos économique actuel et de relever le niveau productif du pays, encore que nous doutions du génie du général de Gaulle ou du comte de Paris (n'est-il pas en ce moment au centre d'intrigues assez compliquées ?), ce ne pourrait être qu'au prix d'une main-mise de l'Etat sur l'économie, d'une limitation des prérogatives du patronat, mais en même temps d'un esclavage ouvrier, d'une exploitation accrue, sous le masque, peut-être, d'une désiroire participation des travailleurs aux bénéfices qu'ils auraient accru par leur servage.

(Suite page 2, col. 6.)

Vers la guerre ?

Le conflit coréen a été provoqué par Moscou mais sa cause première réside dans les accords Staline-Roosevelt

Le mardi 27 juin, coup de tonnerre. Les U.S.A. interviennent directement.

C'est après 40 heures de délibérations que le Conseil National de Sécurité américain prend cette décision, dont il est vain de sous-estimer la gravité. En effet, l'épreuve de force qui, dès maintenant, met aux prises en Corée les deux impérialismes, va s'étendre à Formose.

Les U.S.A. ayant proclamé que Formose sera défendue contre toute attaque, se trouvent virtuellement en état de guerre avec la Chine de Mao-Tsé-Tung. En outre, ordre a été donné d'expédier immédiatement armes et matériel en Indochine où une mission militaire venue de Washington, est attendue d'un moment à l'autre.

Nul ne peut nier que la responsa-

EN Corée, le dimanche 25 juin à l'aube, les forces du Nord franchissent le 38° parallèle qui constitue la frontière séparant les deux Etats que les Soviétiques et les Américains ont créés.

L'avance des assaillants est foudroyante. Le lendemain, M. Truman annonce que l'aide des U.S.A. se limitera à l'envoi de munitions et le président sud-coréen déclare : « Trop tard ! Nous n'avons rien pour enrayer l'offensive », cependant que l'Etat-Major Nordiste publie une proclamation exigeant la reddition immédiate et sans condition.

bilité de cette affaire incombe au Kremlin. Le fait est indiscutable : le Quisling du Nord a attaqué le Quisling du Sud.

Que veut Staline ? La réponse la plus simple qui vient à l'esprit est dictée par le précédent hitlérien : placer le monde devant le fait accompli, comme l'avait fait le 3° Reich lorsqu'il occupa la Rhénanie, réalisa l'Anschluss, s'adjugea la Slovaquie. Pourtant, si les méthodes sont les mêmes, la réalité est différente.

Hitler n'avait pratiquement rien devant lui, devant Staline vient de se dresser la puissante Amérique. La question qui maintenant se pose est de sa-

voir qui s'inclinera. Car on peut prévoir que les Nordistes ne pourront résister bien longtemps aux forces navales et aériennes de Mac Arthur qui a pris les opérations en mains. Certes, on fait remarquer que les forces terrestres américaines ne prennent pas part au conflit. Mais le moindre prétexte justifiera leur mobilisation et le danger le plus immédiat réside dans ce qu'a décidé Staline : se résoudra-t-il à un échec ? Ou bien va-t-il imiter Truman : envoyer des troupes russes au secours de son gouvernement du Nord ? Si oui, la guerre est inévitable. Si non, un répit nous est accordé. Mais on peut encore supposer qu'une réédition de la guerre de Chine s'organise en Corée, la capitale du Nord figurant Mao et celle du Sud, Tchong Kai Check. Mais l'enjeu est peut-être plus important et les conséquences prévisibles d'autant plus graves : la Corée, terre stratégique, entièrement aux mains des Russes, constituerait une base militaire menaçant directement le Japon, pièce maîtresse des U.S.A. en Asie.

ERIC ALBERT.

(Suite page 2, col. 1.)

UN DRAME PAYSAN

LA CRISE VINICOLE

A U moment où la crise s'abat sur la paysannerie vinicole, caractérisée par une mévente qui profite aux riches négociants et aux gros propriétaires possesseurs de plusieurs centaines de milliers de pieds de vigne, il est actuel de dégager les causes de cette crise et les remèdes qu'il serait possible de lui appliquer.

La viticulture est traversée par les crises qui secouent toute l'économie mondiale. Aux troubles de la production, déterminés par un écoulement difficile dans le cadre capitaliste, il faut ajouter les troubles graves naissant des maladies cryptogamiques. Elles ont toujours ravagé les vignobles et provoquent par conséquent des pertes considérables chez les petits vignerons, ayant investi leurs économies et leur travail dans une production compromise, ce qui généralise les hypothèques, les bénéficiaires étant les prêteurs d'argent et les gros propriétaires cumulant des fonctions industrielles. Lorsque les débouchés solvables se réduisent, la paysannerie vinicole connaît évidemment de mauvaises années et cela sur le plan mondial. Les grands vins dont le débouché traditionnel est l'exportation restent en chais. Les vins de qualité courante se vendent mal et cela représente pour les petits producteurs des pertes stériles, car s'ils vendent aux négociants à des prix de production, souvent très faibles, ne payant même pas l'effort et les dépenses de production, ces prix arrivent au consommateur final, enflés de toutes sortes de commissions, de toutes sortes de taxes.

La viticulture dans l'économie

Le tiers de la population agricole française trouve sa subsistance dans la viti-

culture, soit environ 1.700.000 familles (1), qui font à leur tour vivre 330.000 entreprises commerciales sans parler des centaines de milliards que l'Etat soutire de cette activité.

Il est donc évident que lorsque ces nombreuses familles paysannes ne peuvent écouler leurs produits à des prix qui leur permettent de vivre dignement cet état de fait a de graves conséquences d'ordre économique et social sans parler de l'Etat qui, directement intéressé dans l'affaire, voit ses perceptions fiscales diminuer. En effet, lorsque le pouvoir d'achat de ces petits cultivateurs faiblit, l'industrie en subit les conséquences, puisque son débouché naturel se contracte et cela entraîne une incubation de crises. Cette absence d'harmonie est tout à fait naturelle dans l'économie capitaliste où la production se ralentit et se contracte selon que les cours commerciaux s'élèvent ou s'abaissent.

Les causes de la crise

Les économistes considèrent que les causes de la crise vinicole doivent être cherchées dans l'augmentation des superficies plantées pour l'ensemble du vignoble mondial, augmentation ayant déterminé une surproduction par le fait que la consommation solvable ne s'est pas accrue proportionnellement. Il y a aussi le fait de pays non producteurs, qui le sont devenus, comme l'Algérie, les Etats-Unis, par exemple, et qui, de clients devinrent fournisseurs : le fait aussi de pays, qui, placés en dehors des conflits guerriers, ont développé leur production vinicole pendant que l'Europe se battait (2).

Lorsque la production européenne a été reconstituée, il est évident que la production des pays nouveaux produc-

teurs a fait double emploi, d'autant plus que la rareté du vin pendant les périodes de guerre, en élevant le prix, a stimulé la production bien au delà des besoins solvables. D'ailleurs, même une production mondiale de plus de 300 millions d'hectolitres pourrait être facilement absorbée par une population active qui croît lentement, mais il y a des causes plus profondes que le fait de la concurrence de pays neufs produisant à meilleur compte pour expliquer le rétrécissement des débouchés.

Et dans ces causes, le producteur et le consommateur n'ont rien à voir. C'est le problème de la commercialisation qui est le point névralgique. Ce sont les intermédiaires les faufiles, qui profitent de leur situation pour faire de rapides fortunes sur le dos du producteur et du consommateur. D'ailleurs, si les gains dans le commerce des vins n'étaient pas appréciables, le nombre des débits de boissons ne serait pas si élevé.

Un élément du problème social

C'est donc toujours l'éternel problème. Prix de vente, bas, à la production ; prix disproportionnés à la consommation. Le consommateur se restreint, donc comme il se restreint lorsqu'il va au restaurant devant les prix demandés pour une bonne bouteille par l'hôtelier, l'hôtelier qui veut se rattraper sur les vins et qui multiplie par 3 ou par 4 le prix d'achat des vins en bouteilles. Il faut dire aussi que l'évolution des mœurs porte atteinte à la production vinicole. Les jeunes générations délaissent les satisfactions gastronomiques pour d'autres satisfactions, les dépenses qui étaient faites ici sont reportées ailleurs (sport, plages, voyages, etc.). Les tarifs douaniers et le coût des transports contribuent à élever le prix des vins exportés, donc à en limiter la consommation extérieure. Car au coût de production s'ajoute des frais d'assurance, de courtage, de transport par fer et par mer et de douanes toujours très élevés.

En résumé, les remèdes pour pallier aux difficultés économiques des petits producteurs sont les mêmes que les remèdes qui doivent guérir le prolétariat industriel de sa servitude économique et politique.

Améliorer la qualité du vin et diminuer le coût sont certes choses possibles, mais à la condition de supprimer les intermédiaires, et cela n'est pas possible sans détruire l'Etat qui les fait vivre et vit d'eux, puisque ses ressources fiscales augmentent avec leur nombre.

Cela entraîne donc une révision de la propriété juridique, l'expropriation des gros propriétaires qui soustraient ne sont pas des professionnels, le regroupement des terres pour abaisser le coût de production, la suppression des fermages, des métayages et des redevances, cela entraîne un bouleversement qui transformera des idées admises, détruira des égoïsmes invétérés, brisera des intérêts individuels pour la renaissance de la viticulture, le progrès social et le développement moral des populations paysannes.

Cette transformation ne se fera pas spontanément. Elle exigera du dévouement à la cause, une lutte ardente.

ZINPOULOS.

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C. P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

Un tueur parmi d'autres

Le procès de Demay, cinq fois criminel, est terminé. Demay va être livré au bourreau. Mais avant de regagner la cellule des condamnés à mort Demay a parlé. A son tour il a accusé.

Enfant, il fouille les poubelles. Les légumes qu'il trouve, il les cache. Il mange des pommes de terre crues, du mouton rouge, du chien-dent, de la luzerne. C'est un enfant de la zone. La société le contraint à cet apprentissage qui fera de lui un fauve.

« Oui, j'ai été un fauve. Je l'ai été depuis mon conseil de révision. Pourquoi m'a-t-on donné un fusil ? » Oui pourquoi ? Pour défendre quoi ? La zone ? Sa mère ivrogne ? Les ordures ? Pour défendre quoi ? Pour défendre les autres voyons ! « On a toujours besoin des repris de justice pour se défendre ! A la guerre, dans les bagarres les repris de justice ont plus de travail que n'importe qui. » Bien sûr. On les a formés. On ne leur a appris ni à lire ni à écrire. On les a abandonnés au destin qui fabrique ici un Demay, là-bas un général, plus loin un juge afin que juges et généraux puissent exercer leurs fonctions. Afin qu'il y ait des fauves qui tuent cinq fois et des héros qui tuent mille fois en appuyant sur une manette. Afin que celui qui dit : « J'ai travaillé vingt-cinq ans sur le marché de St-Ouen. Je n'ai rien volé... J'ai un cœur comme les autres... », soit jugé par ces autres qui ont laissé un cœur d'homme pourrir au contact des poubelles.

Demay accuse. Autour de lui tout le monde a fait la guerre. Tout le monde a tué. Mais tout le monde s'est arrêté au bon moment. Hé-

las ! Demay n'a pas compris. On avait accumulé dans son passé trop de misères. Et son cœur était submergé par le souvenir de terrains vagues de la zone, de la faim, des cahutes en planches, du vin rouge. Non, il n'a pas compris :

« La boisson était devenue ma maîtresse, c'est elle qui m'a dicté mes actes. Présentement, me voilà condamné à la peine capitale pour n'avoir pas arrêté de tuer à temps... »

LE PACTE DES ASSASSINS

PARIS 16 juin 1950, la Commission des relations économiques franco-espagnoles, proroge l'accord commercial entre Franco et le gouvernement, du 19 juin 1949, stipulant qu'un milliard supplémentaire serait affecté à l'achat des produits français. Ce pacte éclaira la signification publicitaire de la décision prise à la session du 19 juin de la Commission de la Défense Nationale de l'Assemblée, de soutenir la proposition de loi déposée par Marty, qui tend à accorder aux mutilés et aux familles des morts, les mêmes droits (1) qu'aux autres anciens combattants de 1939-45.

FRANCFORT 19 juin 1950. Signature du Pacte Bonn-Madrid, portant sur l'échange de marchandises évaluées à 90 millions de dollars.

BILBAO 20 juin 1950, discours de Franco : Le Caudillo exprime sa satisfaction de l'aide qui lui est apportée.

WASHINGTON Au Sénat, l'origine réelle de ces décisions, se déroule une vaste campagne parlementaire en faveur de la ratification des crédits de 38 millions de dollars demandés par Franco.

Cependant, étant donné l'importance accrue que le régime franquiste donne à son économie de guerre, la situation sociale en Espagne, empire de jour en jour.

Aussi convient-il d'organiser l'aide à l'Espagne, non avec Franco, mais contre Franco, non par des pactes étatiques, mais par la solidarité active du prolétariat international.

Tous ceux qui veulent libérer l'Espagne des Fascismes présents ou futurs, quelle que soit la forme qu'ils puissent prendre, ont leur place parmi nous.

LAMOUNANE.

LA GRÈVE GESTIONNAIRE

Les campagnes menées par la F. A. et aussi la suite d'articles publiés dans le « Libertaire » sur la grève gestionnaire n'ont pas manqué d'attirer l'attention.

Dans le camp ouvrier, des critiques se sont faites jour, notamment dans « Le Combat Syndicaliste » et dans la « Vérité ».

Nous ignorons si la C.N.T. et le P. C.I. sont résolument contre la grève gestionnaire ou si ce sont seulement leurs directions actuelles, mais il nous a paru nécessaire de donner ici une position de bon sens, de façon, non pas à éluder les vrais problèmes, mais à éliminer les faux problèmes, les simples malentendus ou les querelles de mot.

Le C.N. de la F.A. a donc chargé notre camarade Lanen, Secrétaire à la Propagande, de donner ici le point de vue de notre organisation.

Mise au point et réponses

L'idée et la pratique de la grève gestionnaire élaborées et étudiées par la Fédération Anarchiste suscitent dans la presse ouvrière un intérêt particulier. Il apparaît que nous n'avons pas été compris ; sinon comment pourrait-on déformer de telle manière notre pensée ? Nous n'avons jamais prétendu que la grève gestionnaire est une panacée et que son emploi est possible dans tous les domaines.

Ce serait d'ailleurs une profonde erreur, et une illusion de plus pour les travailleurs. Nous ne nous satisfaisons pas de « slogans » et seule la volonté d'y voir clair, de définir une méthode de lutte qui soit une arme efficace, redoutable et redoutée, dans les mains du prolétariat, nous anime.

Nous sommes partis du fait que, pendant les dernières années, au cours de luttes fragmentaires, les légers avantages arrachés remettaient toujours en cause le principe même du pouvoir d'achat. Non seulement les grèves n'étaient pas toujours victorieuses, mais les augmentations accordées étaient invariablement résorbées par l'augmentation incessante des prix. Et, en définitive, au lieu de stimuler l'ardeur des travailleurs, les échecs répétés les menaient vers l'écœurement et l'abstention — non pas l'abstention réfléchie, mais celle qui procède du dégoût. Donc condamnable parce que paralysante. Les syndicats qui ont une grande part de responsabilité dans cette affaire, ont vu leurs effectifs s'amoiner de jour en jour. Et aussi paradoxal que cela puisse sembler, parallèlement à cette désaffection, une multitude de centrales voyaient le jour. Chacune représentant une idéologie ou des intérêts particuliers. Le morcellement du syndicalisme rendait alors plus difficile le déclenchement d'une action d'envergure. Hier arme de combat des travailleurs, la

grève était devenue un prétexte à démonstrations spectaculaires ou un moyen de pression sur le « parti » adverse. Cela nous valut une florissante grève-surprise, partielle, l'absence de grande portée, déclenchée au gré des fantaisies corporatives ou géographiques. L'élément moteur de ces grèves a toujours été — sauf exceptions extrêmement rares — la revendication pour l'augmentation des salaires. Avec le recul des temps, cette action apparaît clairement dans toute sa dérisoire, et, en tout cas, foncièrement réformiste. En effet, l'Etat détient le monopole de la fixation des prix, et il peut à l'avance prévoir une augmentation de ceux-ci, correspondante à celle des salaires. Et n'oublions pas que l'Etat, par ses nationalisations et ses administrations est lui-même patron. Aussi est-il lui — dans ce domaine du moins — avec le patronat, par la solidarité d'intérêts.

(Suite page 2, col. 5.)

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C. P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

(1) Naudet. Statut juridique de la viticulture française.

(2) On peut citer l'Albanie, la Bolivie, le Brésil, Chypre, Malte, le Maroc, la Palestine, le Pérou, la Syrie, le Liban, la Tchécoslovaquie.

Appel au Lecteur

Si ce journal vous plaît ;

Si vous y trouvez des problèmes et des points de vues qui ne sont pas posés sous cet angle par aucun quotidien ou hebdomadaire ;

Si l'originalité des solutions que nous proposons ont votre approbation ;

Alors ami lecteur, sans effort mais sans retard, envoyez-nous votre obole.

100 francs, c'est dur parfois, mais c'est la vie de votre journal. Si demain vous ne trouviez plus le « Lib », ne regretteriez-vous pas d'avoir manqué à son appel.

Ami lecteur, merci !

Camarade, achète ton « Lib » chez le même marchand.

CULTURE ET RÉVOLUTION

Réponses à une "œuvre" de Staline

Anarchisme ou Socialisme

Ces articles furent réunis en brochures, sous le titre Anarchisme ou Socialisme. Or, quand on connaît le souci d'« efficacité » des Staliniens, le fait de la réédition du fascicule en langue russe, par les Editions Politiques d'Etat à Moscou en 1946, s'avère en lui-même, digne d'intérêt. Mais ne voilà-t-il pas, que depuis quelques jours, les « Editions Sociales », viennent de mettre en vente la traduction française de cette œuvre ! C'est un AVEU dont il ne faut pas mésestimer l'importance.

En 1949, le Cercle Polittzer, centre de formation militante de l'Ecole Normale, donnait une série de conférences traitant de l'Anarchisme. La pauvreté de l'argumentation et de la documentation utilisée, donnait une piètre idée des cadres staliniens. Heureusement que le « Génie de la Pensée et de l'Action » va contribuer à combler cette lacune. Etant donné l'importance que ses partisans donnent à l'œuvre de Staline, il nous paraît légitime de considérer « Anarchisme ou Socialisme » comme l'expression des thèses que le Parti nous oppose. C'est pourquoi, nous appelons nos lecteurs à se procurer cette brochure pour s'assurer personnellement de la portée des enseignements staliniens. Quant à nous, par la publication dans notre journal d'une brève étude sur quelques points cruciaux, nous essaierons de situer la confrontation. Pour commencer, nous donnerons à nos lecteurs, la primeur de quelques lignes tirées de l'introduction.

**

« La lutte de classe est le pivot de la vie sociale de nos jours. Et chaque classe, au cours de cette lutte, s'inspire de sa propre idéologie. La bourgeoisie a la sienne, c'est ce qu'on appelle le libéralisme. Le Proletariat a sa sienne, c'est vous le savez, le Socialisme... »

« Le Socialisme comporte trois courants principaux : le Réformisme, l'Anarchisme et le Marxisme. Le réfor-

Aux limites de la confusion

Loin de nous la pensée de vouloir ranimer une polémique que nous considérons comme close. Mais, ceci précisé, nous entendons, aujourd'hui comme hier, dénoncer la confusion partout où elle se manifeste.

Or, il faut dire que le dernier numéro de « La Raison » nous offre matière à réflexion sur ce sujet. D'abord, un article engageant les Lignes Penseurs à signer l'Appel de Stockholm. Disons-le tout net : il faut être aveugle ou complice pour considérer comme « Partisans de la Paix » ces faux pacifistes dont l'antimilitarisme se mue en trames guerrières devant un défilé de l'Armée soviétique.

Mais, surtout, il faut être aveugle ou complice pour croire que la Paix pourra sortir de tractations entre des Etats dont la raison d'être est la guerre. Répondons-le encore : la Paix sera l'œuvre révolutionnaire des Peuples brisant la structure des Etats, ou ne sera pas. Et alors le monde périrait avec ou sans la bombe atomique.

Il est des heures où la confusion devient plus qu'une faute, un crime, parce qu'elle sert la propagande de l'un ou l'autre des blocs impérialistes qui se disputent le monde.

Certes, l'article incriminé est signé Jean Souvenance, et il est permis à celui-ci d'être naïf. Mais il est difficile, par contre, d'admettre une semblable naïveté de la part des camarades responsables du journal qui accueillent sa prose.

Le souci de plaire à une certaine clientèle pousse-t-il « La Raison » à se faire le complice de la duplicité stalinienne ?

Nous aimerions à ce que « La Raison » réponde clairement et sans équivoque.

D'autre part, dans ce même numéro de « La Raison », à propos d'un projet prévoyant l'entrée en France d'un grand nombre de travailleurs allemands, Loriot s'indigne des arguments teintés de... xénophobie !

Ce qui est pour le moins inattendu. Là encore, nous dénonçons cette dangereuse confusion où est en passe de s'asphyxier la classe ouvrière de ce pays.

Ge n'est, certes, pas par des articles dans le genre de ceux que nous venons de citer que se recréera cette conscience révolutionnaire internationaliste dont le déclin a permis le triomphe de la chance moderne : le totalitarisme.

Que « La Raison » semble trop souvent ignorer, lorsqu'il s'exerce derrière le masque mensonger d'un faux socialisme.

LEO FALY.

A LA FIN de 1905 et au début de 1906, en Georgie, un groupe d'anarchistes partisans des théories de Kropotkine et comprenant, entre autres, le fameux V. Tcherkèsichvili, Mikado Tseretoli et Chalva Goguelia, entreprit une campagne acharnée contre le Parti social-démocrate dont Staline était membre. Le groupe fit paraître à Tiflis les journaux Nobati (L'Appel), Moucha (L'Ouvrier), Khma (La Voix), ainsi que de nombreuses brochures, telles que « La prise du Pouvoir d'Etat » de Baton, « Les Paroles d'un Révolté », « La Science moderne et l'Anarchisme » de Kropotkine, et des recueils, comme « Pain et Liberté », rédigé collectivement. Cependant, Staline entama une polémique avec eux qui, de décembre à avril, comporta douze articles, reproduits dans la presse du Parti.

« misme (Berstein et autres), qui ne considère le Socialisme que comme un but éloigné, et rien de plus ; qui, pratiquement, ne la révolution sociale liste et cherche à instaurer le Socialisme par la voie pacifique ; le réformisme qui prêche non la lutte des classes, mais se désagrège de jour en jour, il perd de jour en jour toutes les apparences du Socialisme ; point n'est besoin, selon nous, de l'analyse ser ici en définissant le Socialisme.

« Il en va tout autrement pour le Marxisme et l'Anarchisme : tous deux sont reconnus aujourd'hui pour des courants socialistes ; tous deux se combattent avec acharnement, tous deux veulent apparaître aux yeux du prolétariat comme des doctrines authentiquement socialistes, et bien entendu, l'analyse et la mise en paral-

« lèle de ces deux tendances offrirait au lecteur un bien plus vif intérêt. « Nous n'appartenons pas à ces hommes, qui, au rappel du mot « Anarchisme » se détournent avec mépris et déclarent dans un geste d'abandon : « Vous êtes bien bon de vous en occuper, il ne vaut même pas la peine qu'on en parle ! » Nous croyons qu'une telle « critique » à bon marché est chose indigne et sans utilité. « Nous n'appartenons pas non plus aux hommes qui se consolent à l'idée que les Anarchistes, voyez-vous, « n'ont pas l'appui des masses, et c'est pourquoi ils ne sont guère dangereux ». Il ne s'agit pas de savoir derrière qui suit aujourd'hui une « masse » plus grande ou plus petite. Il s'agit de l'essence de la doctrine. Si la « doctrine » des Anarchistes traduit une vérité, il va de soi qu'elle

« s'ouvrira absolument un chemin et ralliera la masse autour d'elle. Mais si elle est inconsistante et repose sur une base erronée, elle ne fera pas long feu et restera comme suspendue en l'air. Or, l'inconsistance de l'Anarchisme doit être démontrée. « La vérité est que le Marxisme et l'Anarchisme reposent sur des principes tout à fait divergents, bien que tous se manifestent sur le terrain de la lutte sous le drapeau socialiste. La pierre angulaire de l'Anarchisme est l'individu, dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de la masse, de la collectivité. Selon l'Anarchisme, l'affranchissement de la masse est impossible tant que l'individu ne sera pas affranchi, ce qui fait que son mot d'ordre est : « tout pour l'individu ». Tandis que pour le Marxisme, l'individu

« ne peut être affranchi tant que ne le sera pas la masse, ce qui fait que son mot d'ordre est « tout pour la masse ». Il est évident qu'ici interviennent deux principes différents, « s'excluant l'un l'autre, et pas seulement des divergences tactiques. » Nous nous permettrons, dès maintenant, quelques remarques, en particulier concernant ladite « pierre angulaire » : 1° L'auteur ne donne aucune référence, établissant incontestablement, que l'ensemble des théoriciens et les militants anarchistes aient admis l'individualisme comme principe d'action et il se garde bien de préciser le contenu que donnent les anarchistes à l'individualisme. 2° Depuis Bakounine, que Staline ignore systématiquement, et aussi selon Kropotkine, que l'auteur cite pourtant abondamment, l'Anarchisme est une doc-

trine admettant toutes les thèses du communisme intégral.

De plus, Voline, philosophe, historien et militant anarchiste bien connu, rapporte qu'en Russie, le mouvement anarchiste réussissait, en 1918, après confrontation et analyse des thèses respectives, à unifier dans une organisation anarchistes-communistes, syndicalistes et anarchistes individualistes. Il semblait en effet évident qu'un individualisme bien compris, était parfaitement compatible avec le communisme intégral (Cf. Voline, in « Révolution inconnue »). Depuis, sur le plan international aussi bien que national, toutes les fractions anarchistes, actives et organisées, ont maintenu, défendu et diffusé le principe communiste (1).

En France, nous pouvons nous référer aux Congrès de 1913 et de 1919. Pour la période contemporaine, il suffit de lire la motion publiée dans le dernier numéro du « Libertaire » à propos du point de l'ordre du jour, relatif à l'« Etat des Masses », qui figurait parmi les questions traitées lors du 5^e Congrès de la F.A. (Pentecôte 1950).

De pareilles « erreurs » sont fréquentes dans les chapitres suivants. Mais, reconnaissons-le, chaque fois que l'auteur cite des théoriciens anarchistes, leur attitude est incontestablement nôtre, et nous maintenons leurs affirmations, intégralement. Il en découle que le débat n'est faussé que lorsque Staline invoque l'Anarchisme sans références, ou à l'aide de citations tronquées ou d'auteurs inconnus. Nous verrons que la position des Anarchistes géorgiens, sur les questions du « Matérialisme » dialectique, de la « dictature du prolétariat », de l'« Etat » restent valables, et c'est pourquoi nous allons en quelques articles répondre aux « réponses » de Staline... et en même temps aux « arguments » de toutes les fractions « marxistes » contre nos thèses.

Charles DEVANÇON.

(1) Voir (A.B.C. d'Anarchisme de Berkman-Freeman, Londres.)

FONTAINE.

MASSE ET INDIVIDU

La distinction essentielle entre marxisme et anarchisme, pour Staline est que les deux théories reposent sur des principes « tout à fait divergents ». Il écrit :

« La pierre angulaire de l'anarchisme est l'individu dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de la masse, de la collectivité. Selon l'anarchisme, l'affranchissement de la masse est impossible tant que l'individu ne sera pas affranchi, ce qui fait que son mot d'ordre est : « Tout pour l'individu ». Tandis que la pierre angulaire du marxisme, c'est la masse dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de l'individu. C'est-à-dire que, selon le marxisme, l'individu ne peut être affranchi tant que ne le sera pas la masse, ce qui fait que son mot d'ordre est : « Tout pour la masse ».

Staline ajoute plus loin que les anarchistes, en tant que propagandistes d'un socialisme de petites communautés, ne sont pas des socialistes authentiques.

Bien entendu, Staline qui, à plusieurs reprises, traite les anarchistes de « commères » et les accuse de parler du marxisme sans le connaître, se garde bien sur le problème « masse-individu » de les citer.

Réparons cet oubli et commençons par Kropotkine dont les thèses sont particulièrement visées par Staline. Voici, pris dans « L'Anarchie », sa philosophie, son idéal, un texte caractéristique :

« Le plus puissant développement de l'individualité, de l'originalité individuelle — l'a si bien remarqué un de nos camarades — ne peut se produire que lorsque les premiers besoins de nourriture et d'abri ont été satisfaits, lorsque la lutte pour l'existence contre les forces de la nature a été simplifiée et que le temps n'étant plus pris par les petits côtés mesquins de la subsistance quotidienne, — l'intelligence, le goût artistique, l'esprit inventif, le génie entier peuvent se développer à leur aise.

« Le communisme est le meilleur fondement de l'individualisme — non pas de celui qui pousse l'homme à la

guerre de chacun contre tous et qui est le seul que l'on ait connu jusqu'à ce jour, mais celui qui représente la pleine éclosion de toutes les facultés de l'homme, le développement supérieur de ce qu'il a d'original en lui. L'humanité n'est pas une boule en mouvement, ni même une colonne en marche. Elle est plutôt un ensemble qui évolue dans la multitude des millions dont il se compose, et si l'on veut une comparaison, il faut la prendre plutôt dans les lois de l'évolution que dans celles d'un corps inorganique en mouvement. »

Voici, Staline, satisfait sans doute, d'ailleurs la distinction formelle entre masse et individu nous paraît d'une dialectique fort peu orthodoxe, une abstraction bien « petite bourgeoise ».

Il y a pour les anarchistes, et cela ressort de la citation de Kropotkine, un phénomène social complexe où il est impossible de marquer l'antériorité de la masse ou de l'individu. On peut se demander d'ailleurs ce que peut signifier une libération des masses qui ne sous-entendrait pas, simultanément, un affranchissement de l'individu. On a pu vérifier d'ailleurs, historiquement, le mal qu'avait pu faire une semblable théorie : en U.R.S.S., le peuple est libre, mais ceux qui le composent sont esclaves ! Il est bien évident que les anarchistes, dans leur grande majorité n'ont jamais prétendu qu'un peuple de 40 millions d'habitants ne serait libre que lorsque chacun des 40 millions d'individus aurait préalablement, réalisé son plein affranchissement. Mais ce qui est vrai, c'est qu'une élévation de l'individu, au moins du plus grand nombre d'individus, a une conscience révolutionnaire, anarchiste, nous paraît nécessaire à une véritable Révolution sociale. Les bolchéviques eux-mêmes ne forment (ou déforment) -ils pas des hommes en vue de les faire combattre pour un soulèvement, donc préalablement à tout affranchissement des masses ?

Ce qui est vrai aussi, c'est que le « tout pour l'individu » est parfaitement conforme à l'anarchisme. Mais, entendons-nous bien. Il s'agit de l'individualisme tel que le définit Kropotkine (voir citation ci-dessus) et non de l'individualisme bourgeois du chacun-pour-soi et contre tous.

En fait, dans l'anarchisme, l'individu est à la fois un moteur et un but, et nous allons infliger à Staline le témoignage d'un marxiste, P. Naville, qui, dans la stalinienne « Revue Internationale » d'avril-juin 1950, écrit, page 126 :

« Mais les anarchistes, comme Proudhon, Kropotkine, Bakounine, pour citer des noms honorables, concevaient plutôt l'affirmation de la primauté des valeurs individuelles, comme une conquête permanente et comme un objet final — point qui, chez eux, avait retenu l'attention de Lénine (L'Etat et la Révolution) — et non comme une

donnée préalable, une vérité historique. »

Lénine écrase Staline quand on compare leurs pensées.

Nous pourrions, puisant chez Kropotkine, Bakounine, Malatesta, Voline, multiplier les citations. A quel bon ? Le nombre n'y ferait rien et la cause est entendue : les anarchistes ne conçoivent pas une libération de « masses » qui ne serait pas en même temps celle des individus qui les composent. D'autre part, le simple bon sens est d'accord avec eux pour dire que préalablement à toute Révolution et au cours d'une Révolution, le plus grand nombre possible d'individus doit croître en conscience et en volonté : Proudhon qui ne négligeait pas les masses, lui qui fut un constructeur de syndicats, voulait que chaque travailleur militant lut « soi-même ». Enfin, si l'anarchisme est, à travers la société qu'il veut réaliser, au service de l'individu, c'est qu'il exprime des aspirations, une certaine façon de concevoir les rapports humains et la vie de l'homme : l'individu est son but. Tandis que le marxisme, qui ne veut pas le départ aucune valeur éthique, ne poursuit nullement comme le prétend Staline, la libération de l'individu. C'est là une affirmation gratuite de plus au compte du « théoricien » qui prête — on le voit de prêt par rouerie — à la thèse qu'il prétend servir des aspects qu'elle ne contient pas.

Le marxisme veut être, au plus, l'accoucheur d'une société qui doit venir inéluctablement et dont le contenu sera communiste parce que c'est écrit, mais il ne pose pas à l'avance les concepts moraux de liberté, de justice, etc.

Lecture pour vos vacances

PREMIER LOT :
Louis Lecoln : De prison en prison (Autobiographie).
C. Gall : L'air de loin (Poèmes).
Neel Doff : Journal de famine et de détresse (roman social).
Franco : 500 fr.

DEUXIEME LOT :
René Nif : Tout un monde, les « ons » (Satire).
Marcel Rieutord : Un jour viendra (Poèmes).
F. Planche : Durolle (La Vie des Couteliers).
Marguerite Audoux : L'Atelier de Marie-Claire (Le roman d'une coussette).
Han Ryner : Les orgies sur la montagne (La volupté, ses nobles rites, ses secrets).
Gaston Leval : L'Indispensable Révolution (Economie).
Jeanne Humbert : Sébastien Faure (Biographie).
Franco : 1.000 fr.

C. C. P. 5561-76 Paris, R. Joulin

BILLET DU MILITANT

L'ETAT

Dans une discussion, on a l'impression parfois de se trouver en présence de problèmes insolubles. Or, en général, les problèmes insolubles sont des problèmes mal posés, des pseudo-problèmes. Le seul moyen permettant alors de progresser est de procéder par analyse.

Kropotkine, dans « L'Etat et son rôle historique » en particulier, nous donne un exemple de l'utilisation de la méthode analytique, au sujet de la notion d'Etat. « Entendons-nous d'abord, dit-il, sur ce que nous voulons comprendre sous le nom d'Etat. »

« Il y a, vous le savez, l'école allemande, qui se plaît à confondre « L'Etat et la Société. Cette confusion se rencontre chez les meilleurs penseurs allemands et beaucoup de Français, qui ne peuvent concevoir la société sans la concentration étatiste, et c'est « pourquoi on reproche habituellement aux anarchistes de vouloir « détruire la Société »... »

« Cependant raisonner ainsi, c'est entièrement ignorer les progrès accomplis dans le domaine de l'Histoire depuis la dernière trentaine d'années ; c'est oublier que, pour la plupart des nations européennes, l'Etat est d'origine récente, qu'il date à peine du « xvi^e siècle... L'Etat n'est qu'une des formes revêtues par la Société « dans le cours de l'Histoire. »

« Il me semble cependant que dans l'Etat et le Gouvernement, nous avons deux notions d'ordre différent. L'idée d'Etat, comme nous l'avons vue, suppose l'existence d'un pouvoir placé au-dessus de la Société, mais aussi d'une concentration territoriale et une concentration de fonctions de la vie des Sociétés « entre les mains de quelques-uns. Elle implique certains nouveaux « rapports entre les membres de la Société, qui n'existaient pas « avant la formation de l'Etat. »

Il faut ajouter une autre distinction également très importante : Celle entre Etat et classe économiquement forte. C'est méconnaître, en effet, le contenu de classe de l'Etat, que de prétendre que le pouvoir d'Etat est synonyme du pouvoir économique. La classe économiquement forte, quand elle régit la vie publique, le fait par l'intermédiaire d'une autre classe, d'une essence particulière, la Bureaucratie par exemple. C'est précisément cette confusion fondamentale qui est à l'origine du non-sens de l'« Etat-Proletarien » en réalité, il est inévitable qu'un pouvoir conquis par une classe quelconque, le prolétariat par exemple, ne puisse que lui échapper. D'où l'erreur du concept étatiste de la « dictature du Proletariat. » (Nous verrons qu'il existe une forme de pouvoir prolétarien direct, que les anarchistes préconisent.)

Il importe aussi dans une discussion, à propos de l'Etat, de se souvenir qu'il existe de nombreux individus (certains marxistes, bordighistes, abandonnistes ou citoyens du monde) qui par Etat socialiste, entendent précisément ce que les anarchistes entendent par Organisation sociale, c'est-à-dire, organisation formée par la coopération des syndicats, des coopératives, des fédérations de producteurs et de consommateurs, liés par un contrat et un contrôle réciproque. L'oublier serait s'exposer à discuter sur des mots, et non sur des réalités.

Pour conclure ; nous dirons que ce n'est que par un examen plus profond des termes de la discussion, par une analyse plus poussée des concepts, que l'on peut espérer surmonter toutes les contradictions apparaissant dans une confrontation d'idées.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

CHANSONS - POESIES

R. Aso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.). Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (105 fr.). — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.). — Marcel Rieutord : Un jour viendra, 135 fr. (150 fr.). — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.). — Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (240 fr.). — Léo Campion : A toutes fins utiles 125 fr. (140 fr.). — Jehan Ricus : Les Soliloques du Pauvre, 345 fr. (400 fr.).

RELIGION ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité, 40 fr. (50 fr.). — J. Cottureau : Le Complot cléricale, 40 fr. (50 fr.). L'Eglise telle qu'elle est, 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et l'Etat, 120 fr. (150 fr.). La Cité sans Dieu, 100 fr. (130 fr.). — S. Faure : Les Douze Preuves de l'existence de Dieu, 15 fr. (25 fr.). — L'imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.). Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.). L'Eglise a menti, 60 fr. (90 fr.). La Naissance et la Mort des Dieux, 60 fr. (90 fr.). — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 15 fr. (20 fr.). Il vendit Jésus-Christ, 30 fr. (40 fr.). — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.). Les Laïques de la Religion, 30 fr. (40 fr.). La Crainté de

SERVICE DE LIBRAIRIE

L'Eglise, 30 fr. (40 fr.). — Mussolini : L'Homme et la Divinité, 35 fr. (50 fr.). — A. Loriot : Les Jésuites, 35 fr. (50 fr.). L'Eglise contre les Travailleurs, 35 fr. (50 fr.). L'Eglise et la Limitation des Naissances, 50 fr. (80 fr.). Les Secrets des Jésuites, 35 fr. (50 fr.). Lourdes, 30 fr. (40 fr.). Les Crimes de l'Inquisition, 35 fr. (50 fr.). L'Eglise et la Guerre, 150 fr. (180 fr.). L'Eglise et l'Amour, 100 fr. (130 fr.). La Bible Comique, 200 fr. (245 fr.). La Vie Comique de Jésus, 200 fr. (245 fr.). Histoire des Papes, 250 fr. (295 fr.). La Vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.). Un Mois chez les Curés, 200 fr. (230 fr.). Pour ou Contre la Franc-Maçonnerie, 50 fr. (65 fr.). La Libre Pensée au Micro, 60 fr.

(90 fr.). La Vérité sur la « Vierge de Boulogne », 12 fr. (17 fr.). — Abecassis : La Honte des Siècles, 150 fr. (180 fr.). — V. Veignaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.). — L. Fraterretto : Les Progrès du Clericalisme, 20 fr. (30 fr.). — Sottises et Erreurs du Catéchisme, 50 fr. (65 fr.). — Deux Zeltes : La Tyrannie Cléricale, 20 fr. (30 fr.). — E. Horriot : La Vie de Michel Servet 30 fr. (40 fr.). — G. W. Foote : Histoire des Vierges Mères, 75 fr. (105 fr.). — P. Langevin : La Libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.). — Montier-Rousset : Le Christ n'a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.). — A. Fies : La question juive, 30 fr. (40 fr.). — Lesigne : L'irreligion de la Science, 180 fr. (210 fr.). — Abbé Rasi-

bus : Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 fr.). — D. Diderot : La Religieuse, 150 fr. (195 fr.). — P.J. Proudhon : Le Christianisme et l'Eglise, 35 fr. (50 fr.). Dieu c'est le Mal, 30 fr. (40 fr.). — Voltaire : Ecraisons l'Infâme, 150 fr. (180 fr.). — XXX : Les Livres secrets des Confesseurs, 400 fr. (445 fr.). — M. Boll : Pourquoi y a-t-il encore des croyants, 15 fr. (25 fr.). — Deur Spehl : La Création, 75 fr. (105 fr.). — Lourdes et la suggestion, 75 fr. (105 fr.). — Abbé Turrel : La Bible expliquée, 150 fr. (180 fr.). Le Suaire de Turin, 60 fr. (90 fr.). Les Religions, 125 fr. (155 fr.). — J. Marestan : L'Impudicité religieuse, 125 fr. (155 fr.). — Abbé J. Claraz : La Faillite des Religions, 200 fr. (230 fr.). Le mariage des prêtres, 160 fr. (190 fr.). — Cetremony : Religion et Sexualisme, 125 fr. (155 fr.). — Chamilly : Lettres d'Amour d'une Religieuse, 100 fr. (130 fr.). — J. Bossu :

histoire des Borghia, 100 fr. (130 fr.). L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.). Le Christ légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.). Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.). — Fredonnet : La malveillance du célibat chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hobeys : Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hériot : L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.). — Lucien Leboyer : Le Vrai Jésus, 60 fr. (75 fr.). — Joseph Mac Cabe : La Papauté dans la politique contemporaine, 240 fr. (270 fr.).

Camarade recherche
Encyclopédie Anarchiste
Faire offre au journal

La Fédération Anarchiste et le manifeste du M.P.F.

LE MOUVEMENT POPULAIRE DES FAMILLES a lancé, il y a quelque temps, un manifeste pour la défense des libertés ouvrières. Ce manifeste précise notamment que les libertés syndicales sont bafouées, que le libre exercice du droit au travail n'est pas assuré, que la Nation ne garantit pas aux travailleurs et à leur famille des conditions de vie humaine, que les libertés d'expression ne sont plus respectées, et enfin que la force publique, loin de rester en permanence au service du peuple souverain, est utilisée à l'avantage d'une minorité privilégiée. Le manifeste conclut : « Devant ces atteintes aux libertés des travailleurs, nous signons pour protester solennellement auprès du gouvernement et du Président de la République et nous affirmons la volonté du peuple de toujours défendre les libertés garanties par la Constitution. »

Puis suivent un certain nombre de signatures parmi lesquelles nous relevons celles des dirigeants du P.C.F. Cachin et Duclos, du ptre Aragon, des syndicalistes douteux comme Le Léap, Racamond et Raynaud, des aventuriers tels Yves Farges (1).

Lorsque l'on sait le peu de crédit accordé par ces individus aux libertés ouvrières, on peut admettre qu'ils n'ont pas trouvé dans le texte du manifeste une seule ligne qui puisse les compromettre. Seul leur désir d'apparaître comme les grands défenseurs de l'Unité peut justifier leur adhésion.

Autre fait significatif : la presse stalinienne et la multitude de « cryptos » n'ont pas soufflé mot de ce manifeste (2). Il y a là matière à réflexion. Peut-on ignorer que par ailleurs, cette même presse laisse entendre que le M.P.F. est dans le camp des réactionnaires, en vertu du vieil adage stalinien : tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous.

Toutefois, nous précisons que ce n'est pas parce que le P.C.F. et ceux qui vivent dans son orbite signent ce manifeste, que nous refusons d'y souscrire. (La loi des 40 heures que les travailleurs imposèrent aux politiciens ne perdait pas une parcelle de sa valeur parce que ceux-ci la défendaient... pour la répudier plus tard.) D'autres impératifs justifient notre position.

Nous savons qu'il n'y a pas dans les attributions d'un gouvernement, quelle que soit l'étiquette ou l'affiliation dont il se réclame, de respecter les libertés ouvrières, même si celles-ci sont inscrites dans la Constitution. Si, sous la pression de la classe ouvrière, le gouvernement abandonne une partie de son autorité, ce n'est pas parce que les libertés sont garanties par la Constitution, mais parce que les travailleurs sont forts. Qu'ils soient faibles, et le gouvernement fera voter des lois d'exception et accentuera la répression. Aussi il nous paraît puérile de quémander au Président de la République les libertés que le prolétariat a pour tâche de conquérir. Non pas simplement la liberté d'expression et d'organisation, mais principalement la liberté économique sans laquelle toute liberté est un vain mot, comme le faisait remarquer fort justement Jacques Cru dans le « Monde Ouvrier » du 10 juin 1950. Aurélien s'est-il ému devant les matraquages de mineurs, ou l'assassinat d'Edouard Mazé ? Que peut-on espérer du gouvernement actuel dont l'attitude à l'égard des revendications des travailleurs est éblouissante ? Le rôle des forces publiques n'est-il pas précisément de sauvegarder les intérêts des privilégiés ministres et patrons ? Le M.P.F. en faisait dernièrement boulevard Kellermann, l'amère expérience (3). Là encore, c'est la combativité des travailleurs qu'il s'agit de réveiller. Et nous en venons au deuxième aspect du manifeste.

Les occasions pour lesquelles les signatures des travailleurs furent sollicitées sont multiples : pétitions, adresses à Staline, serments de fidélité, appel de Stockholm, appel de Paris, etc... Il est particulièrement néfaste de laisser entendre qu'une simple signature suffit à régler les problèmes du prolétariat. Son dynamisme a été étouffé par ce procédé dangereux, qui tend à faire oublier la véritable cause de la lutte de classes, de l'action directe dans les entreprises, de l'émancipation, problèmes posés par la nécessité de la transformation sociale. Certes, le M.P.F. suppose de bonne foi, que ce manifeste est susceptible de fouetter la conscience des travailleurs. Mais nous pensons qu'en définitive le résultat est tout autre. Le manifeste laisse supposer que l'Etat peut garantir les libertés ouvrières, et c'est là que réside le véritable danger. La confiance en l'Etat et les partis qui le composent est une hypothèque sur la révolution. Il faut la détruire. Et pour la détruire, il faut promouvoir une action à la base. Il faut démontrer aux travailleurs que seule leur force est un gage pour la défense de leurs libertés. Sur ce terrain, le M.P.F. nous trouvera toujours à ses côtés.

Roland DESAGIS.

- (1) Ce ne sont pas les seules signatures que l'on peut trouver. Nous y voyons également les noms de syndicalistes sincères ou de mutualistes honnêtes.
- (2) Seulement quelques lignes, sans explication, dans l'« Humanité ».
- (3) Une manifestation organisée par les femmes du M.P.F. le 4 juin, a été sauvagement dispersée par les forces de police. Courageusement, ces femmes reformèrent leur cortège un peu plus loin.

CHEZ RENAULT Elections des délégués

DE mémoire de métallurgistes jamais on n'avait assisté à un tel déploiement de force et à un tel gaspillage de papier (C.G.T.). C'est à qui placera au mieux sa palme et la palme revient sans nul doute à la C.G.T., et pour cause, car elle détient le nerf de la guerre.

Quel charlatanisme ! C'est ainsi qu'on a pu entendre le jeudi précédant les élections Linet, secrétaire permanent de la C.G.T. Renault nous faire un compte rendu des activités de la C.G.T. pendant l'année écoulée. Après avoir passé au crible les autres formations syndicales, il s'est plaint qu'il y ait tant de concurrence parce que trop de syndicats. Pensez donc, cinq dont un de plus qu'après la dite « libération ». Linet a parfaitement raison, cela fait quatre syndicats de trop ; mais à qui en incombe la faute si ce n'est à la dite C.G.T. qui est seule responsable de cette division de la classe ouvrière ? (division provoquée par toute leur démagogie, par le pourrissement de la dernière grève et enfin par l'aveu officiel de son appartenance au P.C. congrès de Genève).

Ainsi donc, cinq syndicats s'affrontent aux élections C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.D.R. et le nouveau-né le S.I.R. (syndicat indépendant Renault) d'obédience gaulliste. La C.F.T.C., F.O. et le S.I.R. se disent indépendants de toute attache politique. En fait, ils sont tous indépendants du syndicalisme.

Donc cinq syndicats en compétition. Voici les résultats :

Sur 29.098 inscrits dont 27.600 l'année passée, ont obtenu :

	en 1949
C.G.T.	18.498 17.368
S.I.R.	2.270 n'existait pas
C.F.T.C.	2.127 1.485
F. O.	1.425 2.032
S.D.R.	492 1.283

Abstentions et bulletins nuls : 2.486. La C.F.T.C. se renforce, mais si peu. F.O., toujours en déclin, on ne peut ménager la chèvre et le chou sans faire de casse et le lachage de la dernière grève y est pour beaucoup. Le S.D.R. nettement en recul, résultat après 20

logique après l'échec de la dernière grève.

Le S.I.R. vient en deuxième position, très loin derrière la C.G.T. Quant à la C.G.T., elle totalise 63,5 % des inscrits contre 63 % l'année dernière et non 75 %, comme l'annonçait l'« Humanité ».

On parle trop souvent de l'apathie des masses. Or, la conclusion qui découle de ces élections c'est que les masses sont soumises au plus offrant et prêtent à se prostituer pour une gamelle de soupe (soupes populaires des dernières grèves). Ne pas vouloir le dire en les flattant ou en les menageant c'est aussi faire de la démagogie que nous reprochons tant à nos adversaires. On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre et si la C.G.T. a conservé ses troupes — quant au nombre de voix — cela ne prouve pas que ces dernières sont prêtes à la suivre au premier mouvement de grève, car nous ne le répéterons jamais assez, si la C.G.T. est forte c'est uniquement par le nombre et non par la valeur de ses militants, nous sommes placés pour le savoir.

Et à tous ceux qui douteraient encore de cette valeur, que pensent-ils de ce délégué C.G.T. posant comme revendication ce qui suit :

« Je demande au nom de mes camarades à ce qu'il leur soit payé 2 heures pour pouvoir assister à l'arrivée du tour de France ». Sans commentaires.

La semaine prochaine auront lieu les élections au comité d'entreprise, qui, comme chacun le sait, n'est presque exclusivement composé d'éléments de la C.G.T. stalinienne et qui, n'en déplaise à ces messieurs, n'est qu'un organisme de « collaboration de classes ». Aujourd'hui le « combat » organe C.G.T. du comité d'entreprise prétend que les membres C.G.T. qui siègeront au C.E. continueront (sic) à donner à celui-ci le caractère de classe de classes. Cette affirmation spéculait sur le manque de mémoire des travailleurs, car il n'est point besoin de faire un gros effort pour se souvenir du temps pas très lointain où direction et comité d'entreprise marchaient de la main dans la main pour faire davan-

Il est vrai que c'était le bon temps où le sieur Lelauchoux honorait de sa présence une cérémonie organisée par France U.R.S.S. et présidée par M. Bogomolov pour la remise d'un médaille au général Petit père des peuples, Joseph Staline (29 oct. 46). Mais, nous dirons-tu, le C.E. a d'autres activités, la coopérative, le centre de distribution et les œuvres sociales.

Sa coopérative est fermée après faillite. Le centre de distribution est en déficit de plusieurs millions. Le scandale des cantines a été étouffé. Quant aux œuvres sociales effectivement gérées par le C.E., elles le sont avec les subventions accordées par la direction et qui se chiffrent pour cette année par 331 millions.

En ce moment il y a à la régie un effectif de 44.438 membres du personnel, ce qui représente donc une somme de 7.448 fr. par personne. Quels sont les travailleurs qui bénéficient des œuvres sociales pour 7.448 fr. par an ? Où donc passe tout cet argent d'autant plus que les créches pour enfants sont payantes. Sûrement pas très loin lorsque l'on sait que la secrétaire générale de la Loire et culture » une dame Giraud touche 60.000 fr. par mois, pour ne citer que celle-là.

Quant au responsable des services sociaux le dénommé Sentue, les mœurs de son Renault, en palraient de jalousie s'il pouvait voir les méthodes policières et dictatoriales employées par ce dernier.

Ainsi donc, le syndicalisme, le vrai, est à l'agonie et seules les minorités syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T., de F.O., avec le S.D.R. et la C.N.T. pourront de nouveau le remettre sur pieds si toutes ces dernières veulent laisser de côté leurs querelles de boutiques et ne penser qu'au but à atteindre.

Cela se fera, sinon tous nous crèverons.

TOULLEC Albert,

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-8

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

La vérité sur les dockers

C'est ainsi que, le 15 juillet 1949, s'exprimait l'éditorial du Libéraire. Or, ne voilà-t-il pas qu'actuellement, ces Messieurs du Gouvernement et de L'Aube, renouvellent la manœuvre qui consiste à brimer les dockers sous prétexte de communisme !

Le 14 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, Queuille prétend interdire l'Union Internationale des Marins et des Dockers siégeant à Marseille, sous le prétexte que certaines formalités n'ont pas été remplies !

Réciproquement, les Staliniens essaient partout où c'est possible — et cela ne l'est pas toujours — de faire passer pour kominformistes tous les dockers. Dans l'Action du 10 juin, O. Anselme faisait très tendancieusement l'historique du mouvement revendicatif dans ce domaine, s'appropriant tous les résultats acquis par les travailleurs des Ports :

Lorsqu'ils se placent à l'avant-garde de la lutte pour la liberté et la paix, les dockers obéissent à une longue tradition de courage et à des réflexes politiques justes.

En 1919, les grèves révolutionnaires de Hambourg, Brême, Lubek galvanisent l'Europe. Les dockers luttent contre l'intervention alliée en Pologne et en Russie Soviétique.

Ernst Thaelman et Edgar André étaient, dit-il, parmi eux.

En 1920, les dockers britanniques entrent à leur tour dans la lutte contre l'intervention. En mai de cette année, ils empêchent le navire s/s « Jolly-Georges »,

Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage. Aujourd'hui, quand on veut noyer une grève, on dit qu'elle est communiste. Ce nouveau moyen, de plus en plus employé un peu partout dans le monde, est en passe de devenir l'article de foi permettant aux chefs syndicalistes, acquiescés aux gouvernements, de dénoncer tout mouvement n'ayant pas reçu la consécration officielle. A Deakin, secrétaire du Syndicat des Transports et assimilés, ne vient-il pas de dire que les dockers « ...se laissent conduire par le bout du nez par les communistes... » ? L'individu ment effrontément. Ce n'est pas au moment où l'U.R.S.S. a un besoin urgent de marchandises qu'elle déclencherait une grève dans un pays avec lequel elle commerce intensément.

Mais Deakin, comme jolux, est là pour faire la politique de son gouvernement, et non pour défendre ses mandats.

chargé d'armes et de munitions, d'appareiller pour la Pologne. Cette éclatante victoire a un retentissement immédiat. Le gouvernement britannique hésite, pris de peur.

Et Ernest Bevin, qui n'est pas encore ministre, mais dirigeant syndicaliste, doit tenir compte du mouvement populaire. Il déclare même : « Nous nous opposerons à toute action militaire, malgré tous ceux qui veulent la guerre contre la Russie des Soviets », au premier rang, le ministre de la Guerre français.

En 1925-1926, pendant la guerre du Maroc et de Syrie, les dockers sont à nouveau à la pointe du combat anticolonialiste.

Pendant la guerre d'Espagne et depuis que Franco règne à Madrid, ils mènent une lutte incessante contre les fascistes espagnols. En décembre 1945, les dockers de Tunis refusent de charger les bateaux franquistes venus chercher des phosphates. En mai 1946, les dockers de Santos (Brésil) refusent aussi de charger des bateaux franquistes. Ils sont imités, en 1947, par les dockers de Nouvelle-Zélande.

Enfin, quatre années durant, les dockers et marins australiens ont refusé de manipuler les armes destinées aux guerres coloniales d'Indonésie et de Malaisie. En 1946, dockers et marins de la côte est des Etats-Unis ont arrêté au patronat américain la plus grande augmentation de salaire de leur histoire revendica-

tive, grâce à l'aide des dockers et marins du monde entier. La même année, marins et dockers australiens prennent fait et cause pour les équipages de 14 navires britanniques mouillés dans les eaux australiennes. La victoire ne se fait pas attendre. Les salaires des équipages sont augmentés de 25 %. Toujours en 1946, les marins français obtiennent du gouvernement grec qu'il paie des arriérés de salaires dus aux équipages de plusieurs navires grecs. L'année suivante, la solidarité des dockers grecs, hollandais, britanniques et américains permet aux dockers français d'obtenir une augmentation de salaire de 40 %.

Les dirigeants atlantiques s'efforcent donc de détruire cet esprit de solidarité internationale. Les centrales syndicales britanniques, scandinaves, américaines, belges, hollandaises, australiennes se sont retirées de la Fédération Syndicale Mondiale. La Fédération Internationale des Transports, Fédération « jaune », tient continuellement de véritables conseils de guerre (à Rotterdam, Londres, Washington) et établit des plans pour dresser dockers et marins américains contre leurs camarades français, italiens, afin de faciliter le déchargement des armes américaines. Des « Comités de vigilance », nationaux, régionaux et locaux sont mis sur pied par les syndicalistes « jaunes ». Des espions sont envoyés dans tous les ports.

Le 23 avril dernier, à Anvers, tous les

dockers se mettent en grève pour protester contre la mise en chômage de plusieurs centaines de leurs camarades. Cette mesure est prise par le gouvernement belge parce que les dockers d'Anvers se sont engagés, peu de temps auparavant, à ne pas manipuler les armes américaines. Les autorités du port ont donc besoin d'une armée de chômeurs pour faire pression sur les travailleurs.

A Oslo et à Zaaden (Pays-Bas), les dockers ont également décidé, contre la volonté de leurs dirigeants scissionnistes, de ne pas manipuler les armes américaines. En Allemagne occidentale, il en est de même à Hambourg, à Brême et à Bremerhaven.

Aux Etats-Unis, sur la côte ouest, le syndicat des dockers et magasiniers tient vaillamment tête à la police et à l'administration de Truman. Des raids sont ouvertement organisés contre ses locaux. Harry Bridges vient d'être condamné à 5 ans de prison pour « délit d'appartenance au parti communiste » ; son vice-président, J.R. Robertson et son secrétaire international, Henry Schmidt, à 2 ans de prison chacun. Ils ont fait appel de ce jugement, soutenus par l'immense majorité des dockers et magasiniers de la côte ouest.

En Australie, les dockers luttent pour la sauvegarde des libertés démocratiques. Ils ont été les premiers à protester contre l'interdiction du parti communiste.

Or, L'Aube du 16 juin, utilisant démagogiquement l'attitude stalinienne, écrit :

L'Internationale communiste des marins et des dockers créée par la F.S.M. et dont le siège est à Marseille, vient d'être déclarée illégale et, de ce fait, interdite. Le prétexte invoqué est que l'Union n'avait pas fait au ministère de l'Intérieur la demande d'autorisation dont ne peuvent se dispenser les associations étrangères. Il se agit question de transférer cette association dans un autre pays, l'importance de cette Union est incontestable puisqu'elle tend à créer une cellule sur chaque navire et à mettre ainsi la main sur le trafic maritime en Méditerranée.

Ce qui oblige L'Aube du 17 à battre en retraite et à affirmer :

Pour tenter de justifier un acte totalement arbitraire du gouvernement, L'Aube multiplie sciemment les mensonges : 1° En qualifiant faussement de communiste un organisme syndical groupant des travailleurs de toutes opinions ; 2° En employant au mépris de toute vérité à créer la confusion (en parlant notamment, de « cellule ») entre le Parti Communiste et l'Internationale des dockers. Tous les moyens sont bons à L'Aube pour justifier un arbitraire que, d'ailleurs, ses allégations (même si elles n'étaient pas mensongères) ne sauraient justifier.

Mais nous autres, anarchistes, n'avons nul besoin de nous mêler à cette querelle de secte, il nous appartient seulement d'essayer de rétablir la vérité et de redonner à la situation un aspect qui corresponde à la réalité :

En premier lieu, il est incontestable que, depuis très longtemps, à travers toutes les organisations syndicales aux-elles ils ont appartenu, les dockers ne se sont pas contentés d'un syndicalisme pour le beestake mais ont, au contraire, participé à la lutte révolutionnaire.

En second lieu, toutes leurs organisations ont toujours essayé de canaliser les dockers vers l'action en faveur d'un parti quelconque, mais n'y sont que rarement parvenues.

En troisième lieu, on ne peut nier que l'appartenance d'un docker à l'une ou à l'autre centrale, n'a que fort peu de signification quant à l'état d'esprit de ce travailleur. On trouve à la fois des réformistes et des révolutionnaires dans toutes leurs centrales, chose que les bonzes essayent de faire oublier...

Pour conclure, nous disons que, dans ce domaine, comme dans d'autres, un regroupement révolutionnaire doit être préparé. En attendant, il appartient aux éléments sains, où qu'ils se trouvent, d'orienter l'action de leurs camarades vers l'action émancipatrice, non politicienne.

LERINS.

— Les camarades dockers désireux d'entrer en contact avec la F.A. pour assurer la coordination de leur action révolutionnaire, sont priés de nous écrire, 145, quai de Valmy, Paris (10').

Au pays noir

Lock-out nationalisé

Le 18 juin s'est tenu à Waziers le Congrès de la Fédération régionale des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, qui s'est surtout occupé de politique internationale. Certains faits sont cependant à retenir, malgré le ton dans lequel ils ont été formulés par le trop célèbre Auguste Lecœur, dont nous vous laissons d'ailleurs juger :

« L'application de la première tranche du plan Schuman amènerait, dans l'immédiat, la fermeture des mines de Ronchamps (Haute-Saône), de toutes les mines de la Loire, de celles de Plaisance, dans l'Hérault, de Saint-Eloi-les-Mines, dans le Puy-de-Dôme, ainsi que de toutes les bassins des houillères de Pronence. Pour le Nord et le Pas-de-Calais, tout le groupe d'Auchel et une dizaine d'autres puits dans tout le bassin, avec, au bout, des milliers et des milliers de mineurs et similaires licenciés, réduits au chômage ; par contre-coup, un appauvrissement considérable de toutes les activités économiques de nos départements. »

« Cela est entièrement conforme aux intérêts des anciens nazis re-vanchards de l'Allemagne de

l'Ouest, protégés des Américains. « Notre tâche essentielle est donc de lutter de toutes nos forces contre le plan Marshall et le plan Schuman, plans d'agression militaire et de liquidation de notre économie. »

Or, quand on connaît la magnificence d'exemple donné le 19 avril déjà par des mineurs de Ronchamps (Haute-Loire) pour résister unanimement à la fermeture de la Mine, quand on apprend que le 16 juin les mines nationalisées de Bert-Moncombreux ont été définitivement fermées, privant les 265 mineurs de toute ressource. Au moment même où les « accidents du travail » se multiplient au pays noir : Mine « La Clarence », étage 1880, le 19 juin, un moteur écrasa le mineur Tumenel, d'Auchel. Décédé à l'hôpital le même jour.

On se demande ce qu'attendent les mineurs français pour rejoindre dans la lutte ceux de Tie-Bachle et de la Nouvelle-Calédonie, en grève depuis le 30 mai.

Camarades du pays noir, le salut n'est pas en un homme, un Etat ou un parti politique quelconque, il est en vous-mêmes !

RIOUX.